

Le montant de la redevance due pour une page est arrondi au multiple de 5 francs supérieur ou inférieur selon qu'il dépasse ou non le multiple inférieur d'au moins 2,50 francs.

La redevance est payable entre les mains du secrétaire-greffier ou de l'agent du service délégué à cet effet.

Elle peut aussi être versée, préalablement à la délivrance des documents, au compte de chèques postaux « Conventions collectives de travail » ouvert au service. »

Art. 2. L'arrêté ministériel du 24 novembre 1989 fixant le mode de paiement de la redevance due pour la délivrance de copies de conventions collectives de travail ainsi que les modalités du rattachement de celle-ci à l'indice des prix à la consommation est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 octobre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Het bedrag van de retributie die voor één bladzijde verschuldigd is, wordt afgerond op het hoger of lager veelvoud van 5 frank, naargelang dit bedrag het lagere veelvoud al dan niet overschrijft met ten minste 2,50 frank.

De retributie is te betalen in handen van de secretaris-griffier of van het daartoe afgevaardigd personeelslid van de dienst.

Zij mag ook, voor de uitreiking van de stukken, op de postrekening « Collectieve Arbeidsovereenkomsten » van de dienst worden gestort. »

Art. 2. Het ministerieel besluit van 24 november 1989 tot vaststelling van de wijze van betaling van de retributie verschuldigd voor de afgifte van afschriften van collectieve arbeidsovereenkomsten, alsmede van de modaliteiten van koppeling ervan aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

F. 91 — 3659

20 NOVEMBRE 1991. — Arrêté ministériel modifiant les articles 68, 74, 75 et 76 de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (1)

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octo-

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989;

Arrêté royal du 20 décembre 1963, *Moniteur belge* du 18 janvier 1964;

Arrêté royal du 11 septembre 1964, *Moniteur belge* du 16 septembre 1964;

Arrêté royal du 22 novembre 1977, *Moniteur belge* du 6 décembre 1977;

Arrêté royal du 28 mai 1986, *Moniteur belge* du 25 juin 1986;

Arrêté royal du 2 janvier 1991, *Moniteur belge* du 8 janvier 1991;

Arrêté ministériel du 4 juin 1964, *Moniteur belge* du 6 juin 1964;

Arrêté ministériel du 2 septembre 1991, *Moniteur belge* du 5 septembre 1991.

N. 91 — 3659

20 NOVEMBER 1991. — Ministerieel besluit tot wijziging van de artikelen 68, 74, 75 en 76 van het ministerieel besluit van 4 juni 1964 inzake werkloosheid (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961,

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989;

Koninklijk besluit van 20 december 1963, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1964;

Koninklijk besluit van 11 september 1964, *Belgisch Staatsblad* van 16 september 1964;

Koninklijk besluit van 22 november 1977, *Belgisch Staatsblad* van 6 december 1977;

Koninklijk besluit van 28 mei 1986, *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1986;

Koninklijk besluit van 2 januari 1991, *Belgisch Staatsblad* van 8 januari 1991;

Ministerieel besluit van 4 juni 1964, *Belgisch Staatsblad* van 6 juni 1964;

Ministerieel besluit van 2 september 1991, *Belgisch Staatsblad* van 5 september 1991.

bre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985 et 30 décembre 1988;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment l'article 153 modifié par les arrêtés royaux des 11 septembre 1964, 22 novembre 1977, 28 mai 1986 et 2 janvier 1991;

Vu l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, notamment les articles 68, 74, 75 et 76, remplacés par l'arrêté ministériel du 2 septembre 1991;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que les difficultés pratiques rencontrées en instaurant le nouveau système bimensuel de contrôle des chômeurs, nécessitent d'adapter sans délai la réglementation concernée,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 68, § 1^{er} de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, remplacé par l'arrêté ministériel du 2 septembre 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le contrôle exercé par l'administration communale s'effectue tous les jours de la semaine, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux, entre 9 et 12 heures et/ou entre 14 heures et 16 heures 30 »;

2^o l'alinéa 3 est complété comme suit :

« Préalablement à la décision de l'administration communale de limiter l'accès d'un bureau certains jours, ou de supprimer un bureau, l'avis de la commission consultative doit être pris. La demande d'avis doit être introduite au bureau régional du chômage compétent pour la commune. La Commission consultative dispose alors d'un mois, à partir de la réception de la demande, pour émettre son avis. »;

3^o le paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« L'administration communale fixe de préférence les heures de présentation de façon à ce que le chômeur puisse se présenter chaque fois à la même heure. »

Art. 2. L'article 74, alinéa 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 2 septembre 1991 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le chômeur qui ne s'est pas présenté le jour fixe de présentation visé aux alinéas précédents, même en raison d'une dispense accordée sur base de l'article 76, doit se présenter le 1^{er} jour de chômage qui suit pour lequel le contrôle est organisé et pour lequel il ne bénéficie pas d'une dispense de contrôle. Cette obligation n'existe pas si la dispense a été accordée sur base de l'article 76, 1^o ou 2^o ou sur base du fait qu'il s'est présenté ce jour-là au service compétent pour l'emploi. »

Art. 3. A l'article 75 du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 2 septembre 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er}, 3^o est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3^o soit justifier d'une inaptitude au travail de 33 p.c. au moins. Dans des cas individuels, la Commission consultative peut étendre le bénéfice de cette dispense aux chômeurs dont l'inaptitude n'atteint pas 33 p.c. Le pourcentage d'inaptitude au travail est fixé à par le médecin affecté au bureau régional. »;

2^o l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Le chômeur qui ne s'est pas présenté le jour fixe de présentation visé aux alinéas précédents, même en raison d'une dispense accordée sur base de l'article 76, doit se présenter le 1^{er} jour de chômage qui suit pour lequel le contrôle est organisé et pour lequel le chômeur ne bénéficie pas d'une dispense de contrôle. »;

3^o l'alinéa 5, est remplacé par la disposition suivante :

« Cette obligation n'existe pas si la dispense a été accordée sur base de l'article 76, 1^o ou 2^o ou sur base du fait qu'il s'est présenté ce jour-là au service compétent pour l'emploi. ».

16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985 en 30 december 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op artikel 153, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 september 1964, 22 november 1977, 28 mei 1986 en 2 januari 1991;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 juni 1964, inzake werkloosheid, inzonderheid op de artikelen 68, 74, 75 en 76 vervangen door het ministerieel besluit van 2 september 1991;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de praktische moeilijkheden die gerezen zijn bij het invoeren van het nieuw systeem van werklozencontrole twee maal per maand vereisen dat de betrokken reglementering onverwijld aangepast wordt,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 68, § 1 van het ministerieel besluit van 4 juni 1964, vervangen bij het ministerieel besluit van 2 september 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De gemeentelijke controle wordt ingericht op alle dagen van de week, tussen 9 en 12 en/of tussen 14 uur en 16 u 30 m, uitgezonderd de zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen »;

2^o het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« Vooraleer het gemeentebestuur beslist tot de beperking van de toegankelijkheid van een bureau op bepaalde dagen, of tot de afschaffing van een bureau dient het advies van de Commissie van advies ingewonnen. De aanvraag tot advies dient ingediend bij het gewestelijk werkloosheidsbureau bevoegd voor de gemeente. De Commissie van advies beschikt dan over een termijn van één maand, vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag, om haar advies uit te brengen. »;

3^o de paragraaf wordt aangevuld met het volgend lid :

« Het gemeentebestuur stelt de aanmeldingsuren bij voorkeur derwijze vast dat de werkloze zich telkens op hetzelfde uur kan aanmelden. »

Art. 2. Artikel 74, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 2 september 1991, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De werkloze die zich niet heeft aangemeld op de in het vorige lid bedoelde vaste aanmeldingsdag, zelfs ten gevolge van een vrijstelling toegekend op grond van artikel 76, moet zich aanmelden de eerstvolgende werkloosheidsdag waarop de controle georganiseerd wordt en waarvoor hij geen vrijstelling van controle geniet. Deze verplichting geldt niet indien de vrijstelling toegekend werd op grond van artikel 76, 1^o en 2^o, of op grond van het feit dat hij zich op die dag heeft aangemeld bij de bevoegde dienst voor arbeidsbemiddeling. »

Art. 3. In artikel 75 van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 2 september 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid, 3^o, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 3^o ofwel een blijvende graad van arbeidsongeschiktheid van ten minste 33 pct. hebben. In individuele gevallen mag de Commissie van advies deze vrijstelling uitbreiden tot de werklozen waarvan de arbeidsongeschiktheid geen 33 pct. bedraagt. Het percentage van arbeidsongeschiktheid wordt vastgesteld door de voor het gewestelijk bureau aangewezen geneesheer. »;

2^o het vierde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De werkloze die zich niet heeft aangemeld op de in de vorige leden bedoelde vaste aanmeldingsdag, zelfs ten gevolge van een vrijstelling toegekend op grond van artikel 76, moet zich aanmelden de eerstvolgende werkloosheidsdag waarop de controle georganiseerd wordt en waarvoor hij geen vrijstelling van controle geniet. »;

3^o het vijfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Deze verplichting geldt niet indien de vrijstelling toegekend werd op grond van artikel 76, 1^o of 2^o, of op grond van het feit dat hij zich op die dag heeft aangemeld bij de bevoegde dienst voor arbeidsbemiddeling. ».

Art. 4. A l'article 76 du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 2 septembre 1991, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans les points 1°, 4° et 10°, les mots « pendant les heures de contrôle » sont supprimés;

2° dans le point 4° les mots « et éventuellement le motif pour lequel il ne fut pas engagé » sont supprimés.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 1991.

Bruxelles, le 20 novembre 1991.

L. VANDEN BRANDE

Art. 4. In artikel 76 van hetzelfde besluit vervangen bij het ministerieel besluit van 2 september 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de punten 1°, 4° en 10° worden de woorden « gedurende de controle-uren » geschrapt;

2° in punt 4 worden de woorden « en tevens de reden van zijn eventuele niet-aanwerving » geschrapt.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1991.

Brussel, 20 november 1991.

L. VAN DEN BRANDE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 91 — 3660

3 JULI 1991. — Besluit van de Vlaamse Executieve houdende overdracht van kredieten naar de dotatie van het Commissariaat-Generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openluchtcreatie

De Vlaamse Executieve,

Gelet op het decreet van 12 december 1990 betreffende het bestuurlijk beleid, inzonderheid de artikelen 34, 35 en 36;

Gelet op het decreet van 21 december 1990 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991, inzonderheid artikel 48;

Na beraadslaging,

Bestuit:

Artikel 1. De in bijlage bij dit besluit vermelde gedeelten van de kredieten van de basisallocaties van de programma's 14 en 45 worden overgedragen naar de basisallocatie 41.03.45 van het programma 45.

Art. 2. De Gemeenschapsminister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 1991.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,
Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting,

G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Cultuur,

P. DEWAELE

De Gemeenschapsminister van Binnenlandse Aangelegenheden en Openbaar Ambt,

L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage

(in miljoen frank)

| Overheveling van | | Bedrag | Overheveling naar | |
|------------------|----------------|--------|-------------------|----------------|
| Progr. | Basisallocatie | | Progr. | Basisallocatie |
| 14 | 11.03.14 | 96,7 | 45 | 41.03.45 |
| | 11.04.14 | p.m. | | |
| | 12.01.14 | 2,0 | | |
| 45 | 12.01.45 | 20,0 | | |
| | 12.21.45 | 3,0 | | |
| | 12.22.45 | 1,0 | | |
| | 12.24.45 | 7,0 | | |
| | 33.01.45 | 180,7 | | |
| | 33.11.45 | 5,0 | | |
| | 33.13.45 | 0,3 | | |
| | 33.15.45 | 3,0 | | |
| | 43.01.45 | 68,3 | | |
| | 74.01.45 | 20,0 | | |